

COMMUNIQUE DE PRESSE / 30 AVRIL 2008  
**SOUS EMBARGO JUSQU'AU VENDREDI 2 MAI 2008, 00H01 GMT**

## **Près d'une année de siège amène Gaza au bord de l'implosion totale**

**Oxfam France – Agir ici, Amnesty International France, Care France et la Plate-forme des ONG françaises pour la Palestine en appellent à l'action de Ban Ki Moon pour mettre fin à la passivité du Quartette, qui se réunit aujourd'hui à Londres.**

**Paris, le 2 mai 2008** - Les organisations françaises Oxfam France – Agir ici, Amnesty International France, Care France et la Plate-forme des ONG françaises pour la Palestine appellent le Secrétaire Général des Nations unies à adopter une position de principe forte au sein du Quartette, qui doit se réunir aujourd'hui à Londres, en faveur d'une levée du blocus de la bande de Gaza par Israël : Ban Ki Moon doit notamment insister auprès des Etats-Unis et de l'Union européenne sur la nécessité d'une pression diplomatique décisive et du plus haut niveau sur Israël, pour que celui-ci respecte le droit humanitaire, lève le blocus de Gaza et autorise l'entrée des biens nécessaires afin de stopper la crise humanitaire en cours.

La fermeture des frontières de Gaza a rendu la vie des populations civiles insupportable et le travail des ONG humanitaires et des agences des Nations unies sur le terrain, impossible. Seule une très petite quantité de médicaments, nourriture, carburant et autres biens de première nécessité se voit accordée l'autorisation d'importation. Ce blocus a placé la majorité de la population dans une situation de grande dépendance vis-à-vis de l'aide alimentaire et a conduit le système de santé et les services essentiels – tels que la distribution d'eau et les systèmes sanitaires – au bord de l'effondrement.

Il y a deux mois, les ONG expliquaient dans un rapport détaillé qu'il n'y avait eu pire situation humanitaire à Gaza depuis 1967. Cette situation s'est malheureusement encore aggravée depuis. A cause de la pénurie de carburant, les Nations unies ont dû interrompre durant une semaine la distribution de leur aide alimentaire, destinée à 650 000 personnes. Pendant ce temps, quelque 300 000 personnes n'ont disposé que de 4 heures d'eau potable, fournies seulement tous les 4 jours, et les ordures de plus d'un million de personnes se sont entassées dans les rues, faute de carburant pour les camions-poubelle. L'annonce du déblocage par Israël de 55 000 litres de carburant, lundi 28 avril, ne devrait permettre aux Nations unies de reprendre les distributions d'aide alimentaire que pour une semaine, soit jusqu'à ce dimanche. La situation, déjà extrêmement critique, ne cesse donc d'empirer.

« L'avenir des Gazaouis tient à un fil. **Ban Ki Moon devrait mettre un terme à la complaisance générale vis-à-vis de la détérioration des conditions de vie des familles de Gaza, qui subissent une véritable punition collective pour des actes illégaux dont ils ne sont pas responsables** », déclare Nicolas Vercken, responsable de plaidoyer à Oxfam France – Agir ici. « Pour soulager la souffrance et éviter le désastre à Gaza, il y a immédiatement besoin d'importations de carburant sans entrave, de produits humanitaires ainsi que de matériaux et équipements essentiels, qui ont été retenus par Israël pendant plus de neuf mois. La réalisation d'une telle chose est bien entre les mains de puissances comme les Etats-Unis et l'Union européenne. En lieu et place d'attentisme, ils devraient réclamer l'arrêt immédiat des souffrances à Gaza ».

Trois éléments sont essentiels :

- un réapprovisionnement garanti des besoins en carburant de Gaza ;

- la libre circulation de la nourriture, des médicaments, des pièces détachées pour le système de traitement des eaux et les équipements hospitaliers, ainsi que des produits de première nécessité tels que le papier toilette, les serviettes hygiéniques et les cahiers d'écoles, dont l'entrée à Gaza est interdite par Israël sans aucune raison sécuritaire valable ;
- la sécurisation totale des points de passage à Gaza pour leur réouverture à la circulation sans entrave des personnes et des biens.

« Nous savons que les points de passage peuvent être réouverts prochainement, seule manque encore la volonté politique nécessaire pour trouver un accord et revenir à l'application de l'Accord sur le Mouvement et l'Accès de 2005. Il est plus que temps, pour les personnes ayant l'autorité morale et des responsabilités internationales, de prendre des mesures décisives en ce sens », dénonce Philippe Lévêque, directeur général de Care France.

Par ailleurs, le développement d'une économie palestinienne viable ne peut avoir lieu sans la levée par Israël du blocus de Gaza et le rétablissement de la liberté de circulation en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Au-delà de la crise humanitaire, si la situation actuelle devait perdurer, ce sont l'ensemble des actions d'aide au développement en Palestine ainsi que le processus de paix et les négociations d'Annapolis qui seraient gravement compromis.

« Les restrictions sur la circulation remettent en cause les plans de développement économique des Territoires palestiniens sur lesquels se sont appuyées les généreuses promesses de dons faites à hauteur de 7,4 milliards de dollars dans le cadre de la Conférence des donateurs de Paris, parmi lesquelles les 300 millions promis par le gouvernement français », rappelle Stéphane Oberreit, directeur général d'Amnesty International France.

La France a pris d'importantes responsabilités économiques et politiques en organisant la Conférence des donateurs de Paris et en déclarant vouloir assurer son suivi dans le temps. En tant qu'ONG françaises humanitaires, de développement ou de défense des droits humains, Oxfam France – Agir ici, Amnesty International France, Care France et la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine appellent le gouvernement français à s'engager plus fermement et urgemment pour que, au sein du Quartette, l'Union Européenne pèse de tout son poids en faveur de la levée du blocus de Gaza et des restrictions de mouvement dans l'ensemble des Territoires Palestiniens.

#### **Contacts presse :**

- Aldine FURIO (Oxfam France – Agir ici), [afurio@oxfamfrance.org](mailto:afurio@oxfamfrance.org), 01 56 98 24 45 ou 06 86 92 93 30
- Michael LUZE (Amnesty International France), [mluze@amnesty.fr](mailto:mluze@amnesty.fr), 01 53 38 65 77
- Annie LEROY (Care France), [leroy.carefrance@gmail.com](mailto:leroy.carefrance@gmail.com), 01 53 19 89 96
- Florence GIARD (Plateforme des ONG françaises pour la Palestine), 01 40 36 41 46 ou 06 77 97 35 05

#### **Note aux rédactions :**

Bernard Kouchner se déplacera à Londres vendredi 2 mai 2008 pour la réunion du Comité ad hoc pour le suivi de l'aide au Territoires palestiniens.